

La voix de l'Opposition de gauche

Que va-t-il se passer chez Renault ? Le même scénario que chez PSA Mulhouse ou comment les syndicats vont appliquer l'accord du 11 janvier 2013.

25.01.2013

Hier j'avais écrit un article assez long sur la situation chez Renault, puis je fus pris d'un méchant doute, et effectivement je m'étais planté, en fait j'avais été induit en erreur en attachant trop d'importance à la manière dont différents éléments avaient été présentés, du coup j'ai dû tout reprendre depuis le début.

Je n'avais pas compris que, ce que la direction avait mis dans la balance en échange de concessions (inacceptables, on va y venir) de la part des syndicats n'était pas le maintien de 8 300 postes menacés de disparition comme annoncé sur la couverture du n°235 d'*Informations ouvrières* s'ils refusaient de signer cet accord digne de celui du 11 janvier dernier, mais la fermeture de plusieurs usines avec autant de licenciements à la clé, ce que la direction a nié, mais qu'un document remis aux syndicats a confirmé apparemment (je préfère être prudent !), ce qui n'est pas du tout pareil, mais finalement revient au même quant à l'attitude à avoir face à ce chantage puisque en tout état de cause, qu'il y ait fermeture ou non d'usines, la suppression de ces emplois sera maintenu.

Dès lors la situation est parfaitement claire, aussi claire que le jour où le Medef a remis aux syndicats le document qui devait servir de base à l'accord du 11 janvier 2013. Les conditions posées par la direction de Renault sont totalement inacceptables et doivent être rejetées en bloc.

Ce qui signifie qu'aucune réunion ou négociation ne peut avoir lieu sur cette base. Les syndicats doivent impérativement rompre avec la direction et appeler à la grève illimitée avec occupation les travailleurs de tous les sites jusqu'au retrait définitif de son plan de suppressions d'emplois, ainsi que les mesures antisociales qui devaient les accompagner.

Maintenant la manière dont le POI aborde cette bataille pose problème. En fait, il emboîte le pas aux appareils de FO et de la CGT.

Que s'est-il passé pour en arriver à l'accord patronal du 11 janvier ?

Souvenez-vous, lorsque les syndicats ont eu entre les mains le document que leur a remis le Medef et qui allait s'avérer être le contenu de l'accord du 11 janvier, une simple lecture suffisait à comprendre immédiatement qu'il s'agissait de réduire en miettes le contrat de travail ou le CDI, notamment. Les dirigeants du POI et des autres partis ont disposé de ce document pratiquement simultanément, on est bien d'accord.

Dès lors les choses étaient parfaitement claires pour tout le monde.

Soit les dirigeants syndicaux acceptaient de s'asseoir à la table de "*négociations*" sur la base de ce document, et il était établi que l'accord qui viendrait conclure ces réunions reprendrait l'essentiel de son contenu donnant ainsi satisfaction au patronat, soit les principaux syndicats refusaient de retourner à la table de "*négociations*" sur la base de ce document et ces réunions s'arrêtaient nettes et aucun accord n'était possible.

Et qu'est-ce qui s'est passé ?

En parfaite connaissance de cause, tous les syndicats ont accepté de retourner à la table de "négociations" sur la base de ce document produit par le patronat pour le patronat rendant ainsi cet accord possible, tout en sachant que la CFDT, la CFTC et la CGC le signeraient avec le Medef.

Tous les syndicats ont capitulé ou trahi délibérément les travailleurs, voilà la stricte vérité. Et tous les partis ouvriers en ont été les complices.

Questions : A quel moment avez-vous vu un parti ouvrier mené la bataille au plan national en mobilisant la totalité de ses forces pour empêcher la CGT et FO de participer à cette terrible défaite annoncée ? Aucun.

A quel moment les dirigeants du POI, du NPA ou de LO se sont-ils adressés solennellement aux dirigeants de la CGT et de FO pour leur dire n'y allez pas, ne trahissez pas les travailleurs ? Aucun.

A quel moment les dirigeants du POI, du NPA ou de LO sont-ils adressés à l'ensemble des travailleurs et des militants pour leur expliquer la situation telle que je viens de le faire plus haut, pour leur dire la vérité ? Jamais.

A quel moment les dirigeants du POI, du NPA ou de LO ont-ils menacé de rompre avec les appareils de ces syndicats s'ils persistaient à participer à cette pseudo négociation ? Jamais.

Donc ils ont laissé faire, qu'ils l'admettent ou non n'y changeant rien, les faits sont les faits et il est trop tard pour revenir en arrière.

L'affaire est close contrairement à ce que l'illusionniste Mailly martèle, elle est terminée, pliée, foutue. C'était avant, dès le départ qu'il fallait réagir, manifester sa détermination, mobiliser dans l'unité la plus large associant syndicats et partis pour interdire tout accord avec le Medef sur les bases qu'il avait établi.

Et maintenant, la mi-janvier passée, voilà que les dirigeants du POI se réveillent (et d'autres peut-être, je n'ai pas eu le temps de le vérifier), entendent combattre pour exiger le retrait de cet accord qu'ils ont volontairement permis d'exister.

On retrouve là à un degré différent puisque les dirigeants de la CGT et de FO veulent l'amender, la même méthode employée par les appareils de ces syndicats : on permet à cet accord d'exister, normal puisque ce sont le patronat et le gouvernement qu'ils soutiennent qui l'ont réclamé, ensuite on en dénoncera certains aspects, pas trop quand même, surtout on ne mobilise pas sur ce thème, de son côté, les dirigeants du POI avec leurs quelque milliers de militants savent pertinemment qu'ils n'ont pas les moyens de s'y opposer, de mobiliser la classe, disons une fois que le mal est fait, répétons-le encore une fois, c'est avant qu'ils auraient pu intervenir efficacement auprès de ces syndicats en mettant tout leur poids dans la balance, mais ils ne l'ont pas fait, maintenant il est trop tard et ils le savent également.

Pourquoi ont-ils agi ainsi ? Vous le savez très bien, sinon je vous laisse le deviner.

En conclusion, les uns et les autres, les différents appareils qui se tiennent les coudes dénoncent le volet inacceptable contenu dans l'accord patronal du 11 janvier en passant à côté de l'essentiel : que

sans la participation de la CGT et de FO cet accord n'aurait jamais vu le jour. Voilà ce que les militants doivent avoir en tête et retenir pour la suite.

Revenons à la situation chez Renault.

Ils vont remettre le couvert en mettant l'accent sur les suppressions d'emplois et les fermetures d'usines qui demeurent hypothétiques et qui seront provisoirement évitées, tandis qu'un "*accord de compétitivité*" sera conclu sur la base des exigences avancées par la direction, blocage des salaires en 2013, mutations autoritaires, augmentation du temps de travail, etc, le contenu de l'accord du 11 janvier, quoi.

Les uns soufflent le chaud et les autres le froid, histoire de préparer les esprits à se satisfaire du moindre mal, la mise en scène de cette tragédie est parfaitement réglée et la distribution est à la hauteur.

Premier acte. La direction qui est commande, elle ouvre le bal qui va permettre à chacun des acteurs de cette mauvaise comédie d'endosser le rôle qui lui a été dévolu. Très logiquement lui revient celui de dramaturge pour mobiliser l'attention des différents acteurs, la situation est mauvaise, se dégrade, le pire est à venir, il faut donc sauver les meubles... à n'importe quel prix il va s'en dire... pour les salariés.

Deuxième Acte. Elle fait monter la sauce en brandissant la menace de fermetures d'usines qui a de quoi angoisser les figurants (ouvriers) qui se demandent si c'est du lard ou du cochon.

Troisième acte. Les syndicats prennent le relais en dramatisant l'affaire et occultant au passage le second volet, antisocial, qui passera à la trappe. Le psychodrame est en marche, les figurants (les ouvriers) entrent en scène, ils vont être manipulés pour finalement retourner dans l'ombre des coulisses.

Quatrième acte. Le lendemain, rebondissement, le dramaturge ménage sa monture, il persiste tout en prétendant le contraire, comme chez ArcelorMittal, il sera jugé sur ses bonnes intentions, trompeuses évidemment, les sidérurgistes belges d'ArcelorMittal n'en reviennent pas encore.

Pour favoriser la réalisation d'un tel accord, Carlos Ghosn, invité jeudi matin sur France 2 a planté le décor :

- « *On n'est pas en train de dire aujourd'hui que nous voulons fermer des sites. On est en train de dire que nous voulons un accord compétitivité. Dans cette discussion, il y a des efforts à faire, il y a aussi des engagements de l'entreprise de l'autre côté. Or ces engagements de l'entreprise ne peuvent être tenus qu'à partir du moment où les efforts sont à faire. On ne peut pas dire qu'on est d'accord sur les engagements [sans également mettre dans la balance les efforts à faire.]* »

« *Mais non, ce n'est pas un chantage* ». C'est une accusation qui ressort à « *chaque que fois que vous présentez une demande ou vous présentez le handicap de ne pas avoir cette demande remplie. Il n'y a pas de négociation possible si cela n'est pas le cas. Il ne faut surtout pas dévier la discussion actuelle, ce n'est pas une discussion sur des fermetures de site, c'est une discussion sur les conditions d'augmenter la production en France, sur les conditions d'éviter un plan social en France.* » Lepoint.fr 24.01

On pourrait écrire l'acte suivant : Carlos Ghosn a dit que ce n'était pas "*un chantage*", le gouvernement a fait savoir qu'il s'opposerait à toute fermeture d'usine ou licenciements, fort de ces déclarations, prenons-les aux mots vont enchaîner les syndicalistes corrompus qui en sont leurs complices, l'essentiel c'est quand même de sauver les emplois vont-ils entonner.

Acte suivant. Ils vont laisser les ouvriers mariner tranquillement rongés par l'angoisse de se retrouver au chômage, peser le pour et le contre... Pour une fois à point, leur servir le dessert, forcément très amer.

Acte suivant. La direction va proposer de retourner à la table de "*négociations*", les syndicats, qui se seront chargés entre temps de rassurer les ouvriers sur leur avenir, vont accepter en chœur, la suite vous pouvez facilement la deviner.

Conclusion :

Que vaut l'intention manifestée de prétendre combattre l'application des conséquences désastreuses d'un tel accord ? Rien, elle est gratuite.

Que vaut l'engagement après coup d'une bataille que l'on sait perdu d'avance ? Absolument rien puisque l'on sait qu'elle demeurera sans effet. Cela sert juste à occuper les militants, à se donner bonne conscience et à camoufler son incurie politique ou pire encore.

Comme je l'ai précisé plus haut, si au moins elle était orientée dans une perspective politique correcte au moins pourrait-elle servir à construire le parti, sinon elle ne servira que les intérêts de l'appareil qui mènera cette bataille et ceux des syndicats qu'elle servira à couvrir, au-delà les intérêts corporatistes des militants organisés dans ces syndicats et ce parti, mais en aucune manière elle ne servira notre cause.